

- L'accord interdit les mesures unilatérales prises en réaction à des différends commerciaux. Le nouveau système de règlement des différends, caractérisé par des règles claires, des délais plus stricts et un effet exécutoire, est l'une des réformes les plus appréciées.

La réalisation suprême de l'Uruguay Round est, sans aucun doute, la création de l'Organisation mondiale du commerce. Une telle organisation est indispensable pour la supervision du fonctionnement de «l'engagement unique» que tous ont accepté. De plus, grâce à cette organisation, les ministres du Commerce pourront assurer une meilleure surveillance politique du régime dans les années à venir. L'Organisation mondiale du commerce peut également offrir une tribune où seront soulevés, au fur et à mesure qu'ils se présenteront, les problèmes de politique commerciale, notamment les liens entre le commerce international et l'environnement, la politique de la concurrence, les normes qui régissent l'investissement et les normes du travail.

Nous devons conclure d'importantes négociations en vue de l'accession rapide de la Chine et de Taïwan au GATT et de leur participation à l'Organisation mondiale du commerce. L'adhésion de ces deux pays aux règles du commerce international constitue une occasion unique d'améliorer de manière significative l'accès à ces marchés pour les exportateurs et investisseurs canadiens, et d'assurer dans ces deux pays la mise en place de régimes commerciaux et économiques transparents et fondés sur des règles. La réalisation de ces objectifs mutuellement avantageux exige que la Chine et Taïwan respectent les normes établies lors des négociations de l'Uruguay Round. Leur désir de s'y conformer est une autre preuve de la volonté de tous les pays de s'orienter vers la libéralisation des marchés.

Il est évident que le marathon de sept ans qu'ont constitué les négociations de l'Uruguay Round s'est avéré très bénéfique pour les pays de la région Asie-Pacifique, et qu'il peut l'être encore davantage.

À vrai dire, nous ne pouvons pas nous permettre de perdre notre élan. Nous avancerons, ou nous reculerons, mais nous ne saurions demeurer sur place. Comment devons-nous agir?

Nous disposons de deux excellentes sources de conseils à l'extérieur. En s'inspirant des résultats de l'Uruguay Round, le Groupe de personnes éminentes de l'APEC et le Forum commercial du Pacifique ont tous les deux proposé des idées intéressantes concernant la libéralisation des échanges commerciaux et des investissements dans la région. Bien que leurs calendriers d'exécution soient différents, ces groupes souhaitent tous deux l'adoption rapide d'un accord Asie-Pacifique sur l'investissement qui soit exécutoire et applicable juridiquement — et peut-être la mise en place d'un mécanisme de prévention ou d'arbitrage des conflits de l'APEC — et un effort accru au sein de l'APEC pour faciliter davantage le commerce et l'investissement.